

RCS : PAU Code greffe : 6403

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00392 Numéro SIREN : 491 529 855 Nom ou dénomination : A LIENOR
--

Ce dépôt a été enregistré le 20/08/2020 sous le numéro de dépôt 4301



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée
35 rue de Valentin
64121 SERRES-CASTET
Ce rapport contient 37 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée

Siège social : 35 rue de Valentin
64121 SERRES-CASTET
Capital social : €.167.446.440

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la la société A'LIENOR SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé dans le cadre de notre audit ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 mai 2020

KPMG Audit IS
Département de KPMG S.A.

Philippe Bourhis
Associé



A'LIENOR

35 Rue Rue de Valentin

64121 SERRES-CASTET

Annexe aux comptes au 31/12/2019

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Ventilation du chiffres d'affaires	21
Variation des capitaux propres	22
Charges et produits exceptionnels	23
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	24
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	25
Engagements hors bilan	26
Effectifs moyens	27
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	28
Autres informations	29

Etats financiers, de gestion et autres

Résultat des 5 derniers exercices	32
-----------------------------------	----

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	855 668	601 527	696 460
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	93 000	42 054	50 946	55 596
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 191 737 784	117 477 503	1 074 260 281	1 089 151 260
Immobilisations en cours	941 505		941 505	883 834
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	85 900		85 900	97 651
ACTIF IMMOBILISE	1 194 315 383	118 375 224	1 075 940 159	1 090 884 801
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	7 296		7 296	442
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 268 846		6 268 846	4 362 209
Autres créances	3 427 655		3 427 655	2 595 839
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	695		695	695
(dont actions propres :)				
Disponibilités	41 377 690		41 377 690	32 035 882
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 613 926		1 613 926	1 565 380
ACTIF CIRCULANT	52 696 108		52 696 108	40 560 448
Frais d'émission d'emprunts à étaler	13 623 936		13 623 936	15 213 740
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 260 635 428	118 375 224	1 142 260 203	1 146 658 989

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :)	167 446 440	275 632 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	10 079 789	(108 222 038)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	10 993 079	10 116 267
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement	86 776 828	87 407 171
Provisions réglementées	52 454 471	52 835 498
CAPITAUX PROPRES	327 750 607	317 768 898
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 835	123 335
Provisions pour charges		
PROVISIONS	4 835	123 335
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	805 546 228	818 798 437
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	132 359	125 973
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 200 336	3 592 947
Dettes fiscales et sociales	2 663 789	2 485 010
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 209 276	2 838 215
Autres dettes	1 053 640	926 174
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	699 134	
DETTES	814 504 762	828 766 756
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 142 260 203	1 146 658 989

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	66 479 155		66 479 155	62 677 751
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	66 479 155		66 479 155	62 677 751
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				15 898 248
Autres produits			4 246	2 841
PRODUITS D'EXPLOITATION			66 483 401	78 578 841
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			14 607 860	29 851 427
Impôts, taxes et versements assimilés			4 850 510	4 747 504
Salaires et traitements			210 265	174 057
Charges sociales			86 058	94 065
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 249 187	14 919 634
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				573
Autres charges			70 861	66 437
CHARGES D'EXPLOITATION			36 074 742	49 853 698
RESULTAT D'EXPLOITATION			30 408 659	28 725 143
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			18 172 415	17 291 931
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			18 172 415	17 291 931
RESULTAT FINANCIER			-18 172 415	-17 291 931
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			12 236 244	11 433 212

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		215 689
Produits exceptionnels sur opérations en capital	630 343	592 046
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	268 923	27 490
PRODUITS EXCEPTIONNELS	899 266	835 225
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	285 405	274 977
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		51 231
CHARGES EXCEPTIONNELLES	285 405	326 207
RESULTAT EXCEPTIONNEL	613 861	509 018
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 857 026	1 825 963
TOTAL DES PRODUITS	67 382 667	79 414 066
TOTAL DES CHARGES	56 389 587	69 297 800
BENEFICE OU PERTE	10 993 079	10 116 267

Annexes

La société A'LIENOR est une SAS au capital de 167 446 440 euros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon – Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evolution du capital : diminution

Suite à l'AG du 18 janvier 2019, le capital a été réduit d'un montant de 108 185 560 € par imputation des pertes.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute entre les échangeurs d'Aire sur Adour Nord et d'Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéances prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 457 195		232 559
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 195		232 559
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	93 000		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 191 623 983		49 848
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 952		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	883 834		79 492
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 192 664 770		129 340
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	97 651		5 600
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	97 651		5 600
TOTAL GENERAL	1 194 219 615		367 499

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		232 559	1 457 195	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		232 559	1 457 195	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			93 000	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			1 191 673 831	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			63 952	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		21 821	941 505	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 821	1 192 772 288	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		17 351	85 900	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		17 351	85 900	
TOTAL GENERAL		271 731	1 194 315 383	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	760 734		94 933		855 668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	760 734		94 933		855 668
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	37 404		4 650		42 054
Constructions installations générales, agenc., aménag.					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agenc. et aménag. divers	102 472 724		14 940 840	13	117 413 550
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 952				63 952
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	102 574 080		14 945 490	13	117 519 556
TOTAL GENERAL	103 334 814		15 040 423	13	118 375 224

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges						
	123 335			118 500		4 835
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	123 335			118 500		4 835
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	123 335			118 500		4 835
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles				118 500		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		85 900	85 900	
Clients douteux ou litigieux		12 697	12 697	
Autres créances clients		6 256 148	6 256 148	
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		1 054	1 054	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		588 283	588 283	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses		773 687	773 687	
Groupe et associés				
Débiteurs divers		2 064 631	2 064 631	
Charges constatées d'avance		1 613 926	1 613 926	
TOTAL GENERAL		11 396 327	11 396 327	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine					
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine		805 546 228	9 989 562	64 175 032	731 381 634
Emprunts et dettes financières divers		132 359			132 359
Fournisseurs et comptes rattachés		2 200 336	2 200 336		
Personnel et comptes rattachés		23 560	23 560		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		30 752	30 752		
Etat : impôt sur les bénéfices		25 349	25 349		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		2 577 873	2 577 873		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		6 256	6 256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 209 276	2 209 276		
Groupe et associés					
Autres dettes		1 053 640	1 053 640		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		699 134	699 134		
TOTAL GENERAL		814 504 762	18 815 736	64 175 032	731 513 993
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		13 250 754			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	618 411,98
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	2 133 180,71
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	1 037 793,64
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	36 833,71
TOTAL CHARGES A PAYER	3 826 220,04

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 613 926,18
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 613 926,18
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-699 133,50
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-699 133,50

Libellé	31/12/2019
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	5 178 951,38
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	1 079 853,77
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	6 258 805,15

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			24,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Produits des péages	65 457 463		65 457 463	61 839 897
Autres produits	1 021 692		1 021 692	837 854
Total	66 479 155		66 479 155	62 677 751

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	275 632 000				-108 222 038	10 116 267	140 242 669	317 768 898
Affectation de l'exercice					10 116 267	-10 116 267		
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital	-108 185 560				108 185 560			
Autres variations						10 993 079	-1 011 370	9 981 709
Situation clôture de l'exercice	167 446 440				10 079 789	10 993 079	139 231 299	327 750 607

Nature des charges	Montant
Charges sur sinistres	171 007
Charges sur contentieux	114 398

TOTAL	285 405
-------	---------

Nature des produits	Montant
Indemnités d'assurance perçues sur sinistres	150 423
Quote-part de reprise de la subvention d'investissement	630 343
Reprises sur provisions exceptionnelles	118 500

TOTAL	899 266
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	12 236 244	-1 785 439	10 450 805
Résultat exceptionnel	613 861	-71 587	542 274
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	12 850 105	-1 857 026	10 993 079

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	25 000	
Avals et cautions	1 081 045	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	3
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	5

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3/7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 000 000	65,00 %

Evènements post-clôture

Les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués au 1^{er} février 2020. Ils ont été approuvés par l'arrêté du 30 janvier 2020, modifiant l'arrêté du 28 janvier 2019, et publiés au Journal Officiel le 31 janvier 2020.

La propagation du virus Covid-19, depuis le mois de février 2020, affecte l'activité de la Société.

Diverses mesures ont été mises en place, visant à garantir la continuité de l'activité et de la mission de service public de la Société, ainsi que la sécurité de ses clients.

La Société enregistre cependant depuis la mi-mars une baisse sans précédent de son trafic, liée à la mise en place de mesures de confinement en Europe.

S'il n'est pas encore possible d'estimer de manière précise l'impact de cette crise, elle devrait cependant affecter de manière significative les résultats financiers de l'exercice en cours.

La Société poursuit son programme de suivi et d'inspections et prépare le bilan décennal du patrimoine ainsi que les recours potentiels en décennale. Le programme d'évolution du système péage qui permettra, entre autres la mise aux normes de sécurisation des transactions cartes bancaires, a été engagé, pour une mise en service en 2021.

Une convention a été signée avec le gestionnaire de pylônes ATC dont l'objet est de commercialiser les pylônes existants sur le réseau de l'A65.

La société prévoit l'installation de bornes de recharge électrique sur les aires de service d'Aire-sur-Adour et Captieux.

La société prévoit une refonte de son site internet, qui sera à la fois son site institutionnel et un site marchand.

Rémunérations du dirigeant

Les dirigeants ne sont pas rémunérés directement par la Société.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variable en taux fixe auprès de ces mêmes contreparties bancaires. L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2019. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2019, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

Swaps en cours (échéance 2020)

Notionnel	Juste valeur	Maturité
675 056 250 €	544 713 €	27/01/2020

Swaps forward 2020 – 2038

Notionnel	Juste valeur	Maturité
685 163 475 €	102 853 275 €	30/06/2038

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Etats financiers, de gestion et autres

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	167 446 440	275 632 000	275 632 000	275 632 000	275 632 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	66 479 155	62 677 751	58 675 338	56 198 690	53 589 408
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	14 422 434	12 750 635	23 770 977	22 229 140	14 532 163
Impôts sur les bénéfices	1 857 026	1 825 963	1 482 144	1 372 529	41 272
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 572 329	808 405	13 849 110	12 035 022	13 164 716
Résultat net	10 993 079	10 116 267	8 474 723	8 821 590	1 326 175
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	1,82	1,59	3,24	3,03	2,1
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,6	1,47	1,23	1,28	0,19
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	4	4	5
Masse salariale	210 265	174 057	163 906	131 747	130 726
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	86 058	94 065	69 859	69 540	71 253

A'LIENOR

Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros
Siège social : 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121) | 491 529 855 R.C.S. PAU

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 29 JUIN 2020

L'an deux mil vingt, le vingt-neuf juin à onze heures trente,

Les actionnaires de la société A'liénor, ci-après la "Société", Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros, dont le siège social est sis 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121), immatriculée au RCS de Pau sous le n° 491 529 855.

Se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège de la société Eiffage, 3/7 place de l'Europe, 78140 Vélizy Villacoublay, sur convocation du Président.

Sont présents à l'Assemblée :

- | | |
|--|-------------------|
| – Sanef détenant
Représentée par Ying Yu TOUZOT | 1 465 156 actions |
| – EIFFAGE SA détenant
Représentée par Xavier OMBREDANNE | 2 721 005 actions |

Soit tous les associés détenant la totalité des 4 186 161 actions composant le capital.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée est valablement constituée.

La société KPMG AUDIT ID SAS - Commissaire aux comptes - régulièrement convoquée, est absente, excusée.

Assistent également à la réunion :

- Vincent LANG, Administrateur de la Société ;
- Olivier de GUINAUMONT, Administrateur de la Société ;
- Emmanuel CACHOT, Directeur de la Société ;
- Violaine CHANLIAUD, Responsable Administratif et Financier de la Société ;
- Didier RAFFAULT, Directeur technique de la Société ;
- Christian AMBRUN, Directeur juridique d'APRR.

L'Assemblée procède à la composition de son bureau.

Philippe NOURRY, Président du Conseil d'administration, préside la séance.

Christian AMBRUN est désigné comme secrétaire de séance.

Le Président dépose sur le bureau pour être mis à la disposition des actionnaires :

- La copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire ;
- La copie de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes ;
- Les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- L'inventaire et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019 ;

- Le rapport de gestion ;
- Les rapports des Commissaires aux comptes ;
- Le projet des résolutions soumises à l'assemblée.

Le Président précise à l'assemblée que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion, les rapports des Commissaires aux comptes et le projet des résolutions, ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais prescrits par la loi. L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite l'ordre du jour :

- [...]
- Affectation du résultat de l'exercice ;
- Pouvoirs.

Il est convenu de ne pas donner lecture des rapports.

Le Président déclare alors la discussion ouverte.

Après échange de vues et diverses observations, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

La Collectivité des Associés décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit 10.993.079,27 euros, en totalité au compte de report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, la Collectivité des Associés prend acte que la société n'a distribué aucun dividende depuis sa création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités

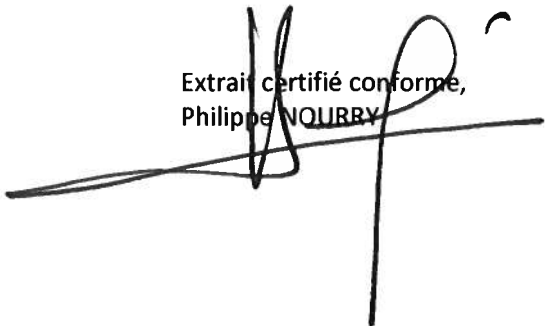
La Collectivité des Associés confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 11h45.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

Extrait certifié conforme,
Philippe NOLIBY





KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée
35 rue de Valentin
64121 SERRES-CASTET
Ce rapport contient 37 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR
Société par Actions Simplifiée

Siège social : 35 rue de Valentin
64121 SERRES-CASTET
Capital social : €.167.446.440

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la la société A'LIENOR SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé dans le cadre de notre audit ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 mai 2020

KPMG Audit IS
Département de KPMG S.A.

Philippe Bourhis
Associé



A'LIENOR

35 Rue Rue de Valentin

64121 SERRES-CASTET

Annexe aux comptes au 31/12/2019

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Ventilation du chiffres d'affaires	21
Variation des capitaux propres	22
Charges et produits exceptionnels	23
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	24
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	25
Engagements hors bilan	26
Effectifs moyens	27
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	28
Autres informations	29

Etats financiers, de gestion et autres

Résultat des 5 derniers exercices	32
-----------------------------------	----

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	855 668	601 527	696 460
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	93 000	42 054	50 946	55 596
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 191 737 784	117 477 503	1 074 260 281	1 089 151 260
Immobilisations en cours	941 505		941 505	883 834
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	85 900		85 900	97 651
ACTIF IMMOBILISE	1 194 315 383	118 375 224	1 075 940 159	1 090 884 801
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	7 296		7 296	442
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 268 846		6 268 846	4 362 209
Autres créances	3 427 655		3 427 655	2 595 839
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	695		695	695
(dont actions propres :)				
Disponibilités	41 377 690		41 377 690	32 035 882
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 613 926		1 613 926	1 565 380
ACTIF CIRCULANT	52 696 108		52 696 108	40 560 448
Frais d'émission d'emprunts à étaler	13 623 936		13 623 936	15 213 740
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 260 635 428	118 375 224	1 142 260 203	1 146 658 989

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :)	167 446 440	275 632 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	10 079 789	(108 222 038)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	10 993 079	10 116 267
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement	86 776 828	87 407 171
Provisions réglementées	52 454 471	52 835 498
CAPITAUX PROPRES	327 750 607	317 768 898
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 835	123 335
Provisions pour charges		
PROVISIONS	4 835	123 335
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	805 546 228	818 798 437
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	132 359	125 973
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 200 336	3 592 947
Dettes fiscales et sociales	2 663 789	2 485 010
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 209 276	2 838 215
Autres dettes	1 053 640	926 174
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	699 134	
DETTES	814 504 762	828 766 756
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 142 260 203	1 146 658 989

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	66 479 155		66 479 155	62 677 751
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	66 479 155		66 479 155	62 677 751
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				15 898 248
Autres produits			4 246	2 841
PRODUITS D'EXPLOITATION			66 483 401	78 578 841
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			14 607 860	29 851 427
Impôts, taxes et versements assimilés			4 850 510	4 747 504
Salaires et traitements			210 265	174 057
Charges sociales			86 058	94 065
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 249 187	14 919 634
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				573
Autres charges			70 861	66 437
CHARGES D'EXPLOITATION			36 074 742	49 853 698
RESULTAT D'EXPLOITATION			30 408 659	28 725 143
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			18 172 415	17 291 931
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			18 172 415	17 291 931
RESULTAT FINANCIER			-18 172 415	-17 291 931
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			12 236 244	11 433 212

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		215 689
Produits exceptionnels sur opérations en capital	630 343	592 046
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	268 923	27 490
PRODUITS EXCEPTIONNELS	899 266	835 225
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	285 405	274 977
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		51 231
CHARGES EXCEPTIONNELLES	285 405	326 207
RESULTAT EXCEPTIONNEL	613 861	509 018
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 857 026	1 825 963
TOTAL DES PRODUITS	67 382 667	79 414 066
TOTAL DES CHARGES	56 389 587	69 297 800
BENEFICE OU PERTE	10 993 079	10 116 267

Annexes

La société A'LIENOR est une SAS au capital de 167 446 440 euros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon – Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evolution du capital : diminution

Suite à l'AG du 18 janvier 2019, le capital a été réduit d'un montant de 108 185 560 € par imputation des pertes.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute entre les échangeurs d'Aire sur Adour Nord et d'Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéances prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 457 195		232 559
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 195		232 559
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	93 000		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 191 623 983		49 848
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 952		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	883 834		79 492
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 192 664 770		129 340
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	97 651		5 600
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	97 651		5 600
TOTAL GENERAL	1 194 219 615		367 499

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		232 559	1 457 195	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		232 559	1 457 195	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			93 000	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			1 191 673 831	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			63 952	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		21 821	941 505	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 821	1 192 772 288	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		17 351	85 900	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		17 351	85 900	
TOTAL GENERAL		271 731	1 194 315 383	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	760 734		94 933		855 668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	760 734		94 933		855 668
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	37 404		4 650		42 054
Constructions installations générales, agenc., aménag.					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agenc. et aménag. divers	102 472 724		14 940 840	13	117 413 550
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 952				63 952
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	102 574 080		14 945 490	13	117 519 556
TOTAL GENERAL	103 334 814		15 040 423	13	118 375 224

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges						
	123 335			118 500		4 835
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	123 335			118 500		4 835
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	123 335			118 500		4 835
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles				118 500		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières		85 900	85 900		
Clients douteux ou litigieux		12 697	12 697		
Autres créances clients		6 256 148	6 256 148		
Créance représentative de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		1 054	1 054		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices					
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		588 283	588 283		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés					
Etat, autres collectivités : créances diverses		773 687	773 687		
Groupe et associés					
Débiteurs divers		2 064 631	2 064 631		
Charges constatées d'avance		1 613 926	1 613 926		
TOTAL GENERAL		11 396 327	11 396 327		
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine					
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine		805 546 228	9 989 562	64 175 032	731 381 634
Emprunts et dettes financières divers		132 359			132 359
Fournisseurs et comptes rattachés		2 200 336	2 200 336		
Personnel et comptes rattachés		23 560	23 560		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		30 752	30 752		
Etat : impôt sur les bénéfices		25 349	25 349		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		2 577 873	2 577 873		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		6 256	6 256		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 209 276	2 209 276		
Groupe et associés					
Autres dettes		1 053 640	1 053 640		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		699 134	699 134		
TOTAL GENERAL		814 504 762	18 815 736	64 175 032	731 513 993
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		13 250 754			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	618 411,98
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	2 133 180,71
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	1 037 793,64
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	36 833,71
TOTAL CHARGES A PAYER	3 826 220,04

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 613 926,18
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 613 926,18
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-699 133,50
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-699 133,50

Libellé	31/12/2019
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	5 178 951,38
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	1 079 853,77
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	6 258 805,15

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			24,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Produits des péages	65 457 463		65 457 463	61 839 897
Autres produits	1 021 692		1 021 692	837 854
Total	66 479 155		66 479 155	62 677 751

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	275 632 000				-108 222 038	10 116 267	140 242 669	317 768 898
Affectation de l'exercice					10 116 267	-10 116 267		
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital	-108 185 560				108 185 560			
Autres variations						10 993 079	-1 011 370	9 981 709
Situation clôture de l'exercice	167 446 440				10 079 789	10 993 079	139 231 299	327 750 607

Nature des charges	Montant
Charges sur sinistres	171 007
Charges sur contentieux	114 398

TOTAL	285 405
-------	---------

Nature des produits	Montant
Indemnités d'assurance perçues sur sinistres	150 423
Quote-part de reprise de la subvention d'investissement	630 343
Reprises sur provisions exceptionnelles	118 500

TOTAL	899 266
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	12 236 244	-1 785 439	10 450 805
Résultat exceptionnel	613 861	-71 587	542 274
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	12 850 105	-1 857 026	10 993 079

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	25 000	
Avals et cautions	1 081 045	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	3
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	5

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3/7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 000 000	65,00 %

Evènements post-clôture

Les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués au 1^{er} février 2020. Ils ont été approuvés par l'arrêté du 30 janvier 2020, modifiant l'arrêté du 28 janvier 2019, et publiés au Journal Officiel le 31 janvier 2020.

La propagation du virus Covid-19, depuis le mois de février 2020, affecte l'activité de la Société.

Diverses mesures ont été mises en place, visant à garantir la continuité de l'activité et de la mission de service public de la Société, ainsi que la sécurité de ses clients.

La Société enregistre cependant depuis la mi-mars une baisse sans précédent de son trafic, liée à la mise en place de mesures de confinement en Europe.

S'il n'est pas encore possible d'estimer de manière précise l'impact de cette crise, elle devrait cependant affecter de manière significative les résultats financiers de l'exercice en cours.

La Société poursuit son programme de suivi et d'inspections et prépare le bilan décennal du patrimoine ainsi que les recours potentiels en décennale. Le programme d'évolution du système péage qui permettra, entre autres la mise aux normes de sécurisation des transactions cartes bancaires, a été engagé, pour une mise en service en 2021.

Une convention a été signée avec le gestionnaire de pylônes ATC dont l'objet est de commercialiser les pylônes existants sur le réseau de l'A65.

La société prévoit l'installation de bornes de recharge électrique sur les aires de service d'Aire-sur-Adour et Captieux.

La société prévoit une refonte de son site internet, qui sera à la fois son site institutionnel et un site marchand.

Rémunérations du dirigeant

Les dirigeants ne sont pas rémunérés directement par la Société.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variable en taux fixe auprès de ces mêmes contreparties bancaires. L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2019. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2019, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

Swaps en cours (échéance 2020)

Notionnel	Juste valeur	Maturité
675 056 250 €	544 713 €	27/01/2020

Swaps forward 2020 – 2038

Notionnel	Juste valeur	Maturité
685 163 475 €	102 853 275 €	30/06/2038

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Etats financiers, de gestion et autres

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	167 446 440	275 632 000	275 632 000	275 632 000	275 632 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	66 479 155	62 677 751	58 675 338	56 198 690	53 589 408
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	14 422 434	12 750 635	23 770 977	22 229 140	14 532 163
Impôts sur les bénéfices	1 857 026	1 825 963	1 482 144	1 372 529	41 272
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 572 329	808 405	13 849 110	12 035 022	13 164 716
Résultat net	10 993 079	10 116 267	8 474 723	8 821 590	1 326 175
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	1,82	1,59	3,24	3,03	2,1
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,6	1,47	1,23	1,28	0,19
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	4	4	5
Masse salariale	210 265	174 057	163 906	131 747	130 726
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	86 058	94 065	69 859	69 540	71 253